

Je me joins à l'ambassadeur Roy¹ pour vous accueillir au 8^e Déjeuner canadien annuel à Davos. Je veux aussi saluer nos co-hôtes de ce déjeuner - les gouvernements de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec, ainsi que les dirigeants de plusieurs sociétés canadiennes qui reçoivent leurs propres invités. Nous apprécions leur coopération.

Le Déjeuner canadien est devenu une tradition, que je suis heureux de contribuer à maintenir. Mais je vais abandonner un élément de cette tradition en vous livrant une brève allocution qui résume l'évolution de la situation commerciale internationale et les priorités du gouvernement du Canada.

Les récentes conférences de Davos ont montré à l'évidence que nous vivons dans une économie globale de plus en plus interdépendante. Une quasi-révolution dans les technologies des transports, des télécommunications et de l'informatique estompe rapidement la distinction entre les économies nationales et internationale. La capacité du Canada de continuer à attirer les industries et les emplois à haute spécialisation et à forte valeur ajoutée de demain dépendra directement de notre positionnement dans cette nouvelle économie planétaire. En d'autres termes, toute stratégie de croissance intérieure doit, presque par définition, être une stratégie d'exportation.

Mais le processus d'intégration globale, qui rend les liens commerciaux et économiques si essentiels à notre future prospérité, rend aussi toujours plus complexe l'environnement dans lequel nous devons poursuivre nos objectifs. Par le passé, le Canada a eu la chance de s'allier aux grandes puissances économiques du monde - d'abord la Grande-Bretagne puis les États-Unis - qui nous ont donné un certain degré d'influence internationale et d'accès aux marchés que notre taille limitée ne nous aurait autrement pas permis d'obtenir. Mais, aujourd'hui, on retrouve non plus une mais trois superpuissances économiques; et on assiste à un grand rééquilibrage du pouvoir économique de l'Atlantique vers le Pacifique. La façon dont nous édifions les institutions et les mécanismes de demain et les moyens que nous prenons pour éviter les problèmes potentiels constituent peut-être la question la plus importante qui soit posée à la communauté internationale - une question qui nous intéresse tout particulièrement en tant que nation tributaire du commerce extérieur. La gestion de notre relation cruciale avec les États-Unis est certes d'une importance primordiale, mais nous courons le risque tout aussi grand de nous retrouver coincés entre des blocs commerciaux rivaux.

Et les règles du jeu ne cessent d'être radicalement modifiées. On peut de plus en plus justement dire que la politique économique internationale remplace la politique commerciale. Des

¹ M. Jacques S. Roy est l'ambassadeur du Canada en Suisse.